



FEDERATION  
BANCAIRE  
FRANCAISE

# LE SECTEUR BANCAIRE FRANÇAIS

La banque est l'un des premiers secteurs économiques privés en France. En 2013, le secteur bancaire français compte 383 établissements de crédit et emploie 371.700 salariés, représentant 2,3% de l'emploi salarié privé en France métropolitaine. La contribution des sociétés financières à la valeur ajoutée totale en France est de 4,9%, dont environ 60% pour le secteur bancaire (INSEE et Observatoire des métiers de

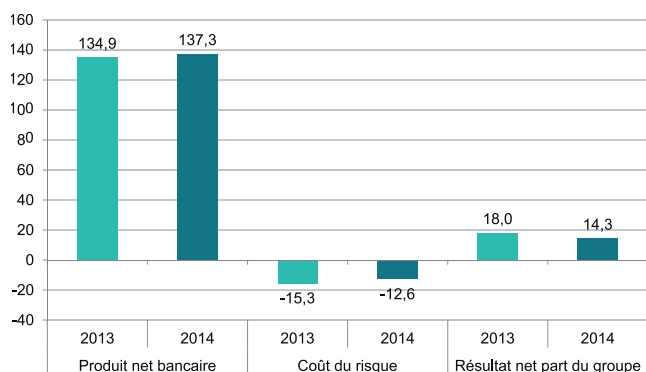
la banque). Cinq banques françaises figurent parmi les 35 plus grandes banques mondiales en termes de fonds propres de base (*The Banker*).

Les évolutions réglementaires et technologiques conduisent les banques à se transformer et à adapter leur modèle de financement de l'économie. Malgré ces contraintes, les banques françaises ont continué à financer les entreprises et les ménages en 2014. L'encours total des crédits à l'économie atteint 2.018 milliards d'euros à la fin décembre 2014, en croissance de 2,3% sur un an (*Banque de France*).

Les banques françaises ont passé avec succès la revue de la qualité des actifs et les tests de résistance organisés par la Banque Centrale Européenne rendus publics en octobre 2014. Les résultats de ce double exercice ont démontré la solidité des banques françaises fondée sur une gestion rigoureuse et diversifiée des risques, confortant un modèle de banque universelle et de proximité.

## LES ENTREPRISES BANCAIRES

**Graph 1 : Performance cumulée des principaux groupes bancaires français (en milliards d'euros)**

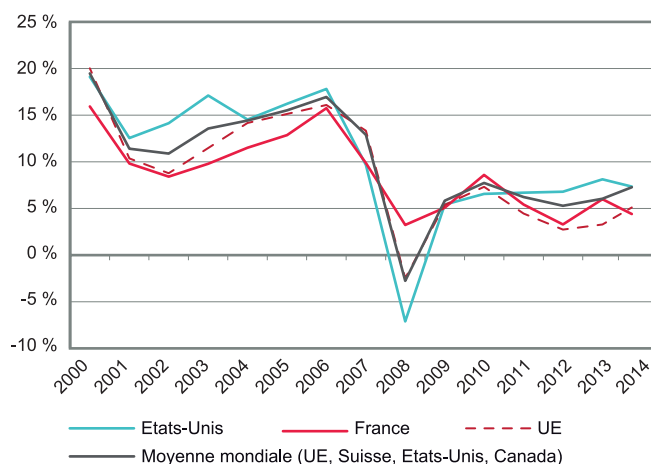


Source : ACPR

Les six principaux groupes bancaires français affichent de bonnes performances en 2014 :

- Un produit net bancaire cumulé de **137,3 milliards d'euros** (+1,8% par rapport à l'année précédente), dont les activités de banque de détail représentent **68,7%** ;
- Un coût du risque agrégé de **12,6 milliards d'euros** en repli de 17,8% ;
- Un résultat net part du groupe accumulé de **14,3 milliards d'euros** (-20,3%) (*Graph 1*).

**Graph 2 : Rentabilité des capitaux propres des principaux groupes bancaires (Return on Equity)**

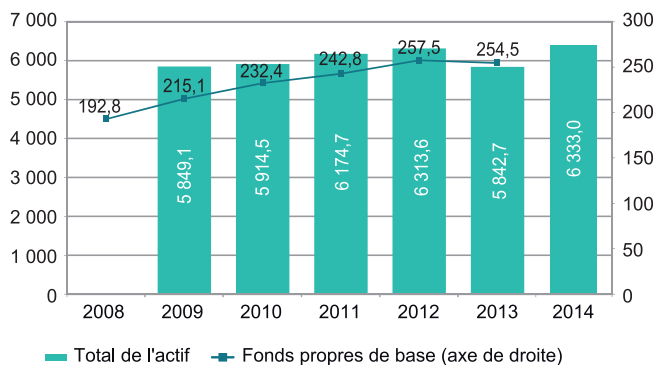


Source : ACPR

Les banques françaises sont confrontées au ralentissement général de l'économie, à une accumulation de contraintes réglementaires internationales et européennes, ainsi qu'à un alourdissement des charges.

La rentabilité des capitaux propres des principales banques françaises s'élève à **4,5% en 2014**. Elle reste inférieure aux niveaux d'avant-crise ainsi qu'à celles des grandes entreprises françaises (6,6% - *Banque de France*) et des banques américaines (6,8%) (*Graph 2*).

**Graphe 3 : Fonds propres de base et total du bilan des principaux groupes bancaires français**  
(en milliards d'euros)



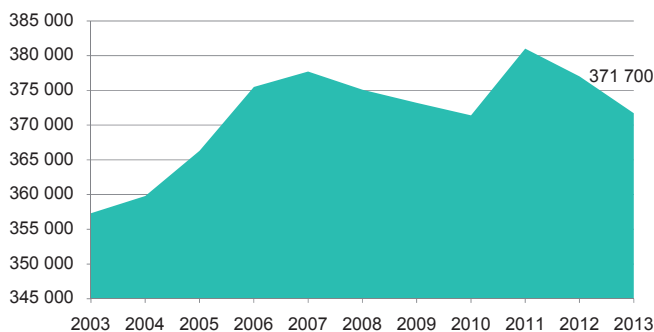
Sources : ACPR

Les fonds propres de base cumulés des principaux groupes bancaires en France sont en **hausse de 32%** entre fin 2008 et fin 2013.

Après une diminution de 7,5% entre 2012 et 2013, le total du bilan agrégé des cinq principaux groupes bancaires français a progressé de 8,4% entre 2013 et 2014 (*Graphe 3*).

## L'EMPLOI

**Graphe 4 : Emploi bancaire**



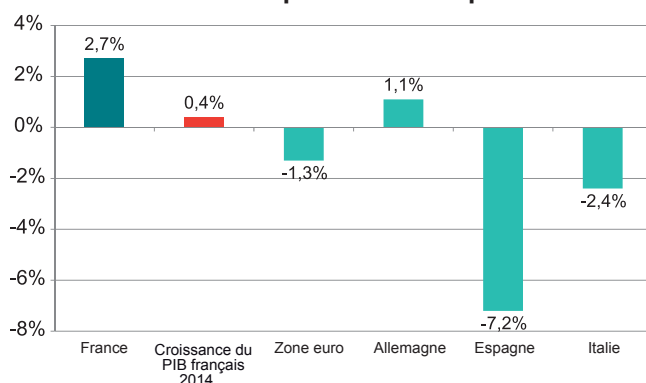
Source : Observatoire des métiers, des qualifications et de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la banque

Plus de **370.000 personnes** travaillent dans les banques françaises à la fin 2013. L'effectif a baissé en 2012 et 2013 sous l'effet de restructurations de certaines activités bancaires, des contraintes réglementaires et du développement du digital (*Graphe 4*). Le secteur bancaire continue cependant à recruter (**24.000 embauches en 2013**), et 6 recrutements sur 10 se font en CDI contre 2 sur 10 au niveau national. Les banques françaises consacrent près de 4% de leur masse salariale à la formation professionnelle, contre 2,8% en moyenne dans les entreprises (*AFB*).

L'actionnariat salarié est très développé au sein des trois principaux groupes bancaires cotés, avec une moyenne de **5,6% des droits au capital** (7,1% des droits de vote) à la fin 2014.

## LE CRÉDIT

**Graphe 5 : Evolution annuelle des encours de crédit aux entreprises en Europe**

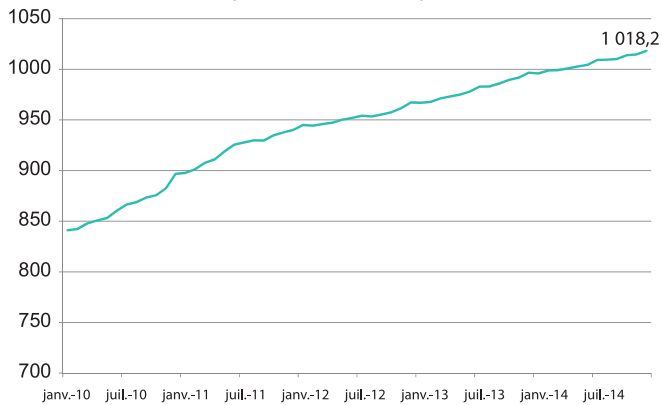


Sources : Banque Centrale Européenne pour l'évolution des encours (chiffres de décembre 2014), INSEE pour la croissance du PIB

En dépit des contraintes réglementaires et d'une conjoncture morose, l'encours des crédits aux entreprises s'élève en France à **887,9 milliards d'euros** à fin décembre 2014, en **croissance annuelle de 2,7%**, nettement supérieure à la croissance du PIB pour l'année 2014 (0,4%) (*Graphe 5*).

La part du crédit bancaire dans le financement des entreprises s'élève à **61,8%** fin décembre 2014 (70% fin 2009), en diminution du fait du développement du financement de marché (*Banque de France*).

**Graphe 6 : Encours des crédits aux particuliers**  
(en milliards d'euros)

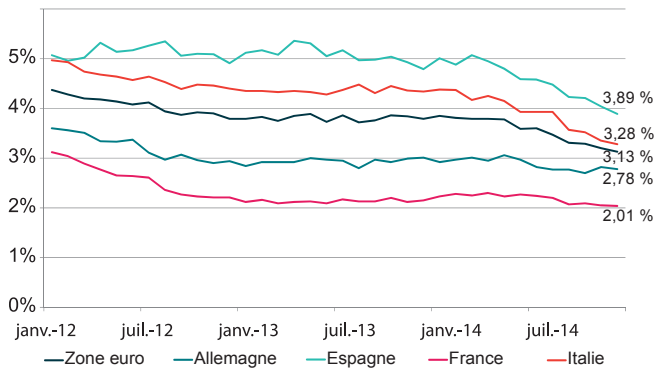


Source : Banque de France

L'encours des crédits aux ménages s'élève en France à **1.018,2 milliards d'euros** à fin décembre 2014, en **progression annuelle de 2,6%** (Graphe 6).

Le pourcentage de ménages détenteurs d'un crédit s'établit à **46,5%** fin 2014, contre 47,6% fin 2013 (Observatoire des crédits aux ménages).

**Graphe 7 : Taux d'intérêt annuel des crédits aux entreprises**

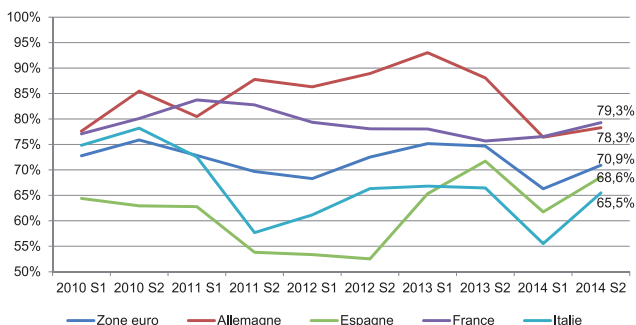


Source : Banque Centrale Européenne (crédits inférieurs à 1 million d'euros, à taux variable)

Les taux pratiqués pour les crédits aux entreprises comme pour les ménages sont en France à des niveaux historiquement bas. Pour les entreprises, ils sont en moyenne de **2,01%** en décembre 2014, inférieurs à ceux de la zone euro (3,12%) (Graphe 7).

Les taux des crédits immobiliers aux particuliers se sont établis à **2,36%** en moyenne en décembre 2014, contre 3,09% un an plus tôt (Observatoire Crédit Logement / CSA).

**Graphe 8 : Accès au crédit des PME**  
(obtention de nouveau crédit, en totalité ou à plus de 75%)

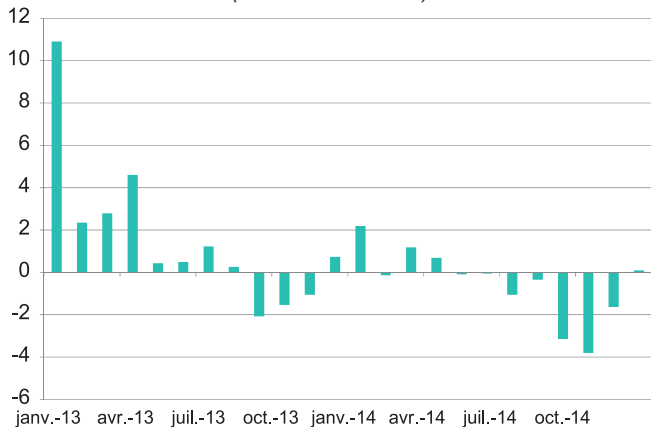


Source : Banque Centrale Européenne

L'accès des PME au financement bancaire continue d'être à un niveau élevé et s'améliore encore, face à une tendance européenne en retrait. Parmi les 37% de PME françaises ayant demandé un nouveau crédit sur la période octobre 2014 – mars 2015, **près de 8 sur 10** ont obtenu satisfaction (Graphe 8).

## ■ L'ÉPARGNE DES MÉNAGES

**Graph 9 : Flux mensuels de placement sur Livrets A et de Développement Durable**  
(en milliards d'euros)



Source : Caisse des Dépôts

Le taux d'épargne des ménages en 2014 est de **15,5%** du revenu disponible brut (15,1% en 2013) (INSEE).

Le premier placement financier des ménages français est l'assurance-vie. L'encours des contrats d'assurance-vie s'élève à **1.515 milliards d'euros** à fin décembre 2014, soit une progression de 3,9% sur un an (FFSA).

En 2014, le Livret A et le Livret de Développement Durable ont enregistré une décollecte de 6,14 milliards d'euros (Graph 9). L'encours total sur les deux produits phares de l'épargne réglementée atteint **365,1 milliards d'euros** à fin décembre 2014 (Caisse des Dépôts).

## ■ AUTRES CHIFFRES CLÉS DE LA BANQUE EN FRANCE

**99%**

**99% DES FRANÇAIS** ont un compte bancaire (Observatoire de la microfinance 2013)

**79,5 MILLIONS**

**79,5 MILLIONS** de comptes à la fin 2013 (78,4 millions fin 2012) (Banque de France)

**37 862**

**37 862 AGENCES BANCAIRES** en 2013 (BCE)

**58 638**

**58 638 DISTRIBUTEURS DE BILLETS** et guichets automatiques en 2013, soit 892 distributeurs pour 1 million d'habitants (BCE)

**82,2 MILLIONS**

**82,2 MILLIONS DE CARTES** de paiement en 2013 (BCE)

**49,5%**

**49,5% DES TRANSACTIONS** en France en 2013 s'effectuent en carte bancaire (+2,6 points par rapport à 2012) (BCE)

**64%**

**64% DES FRANÇAIS** ont une bonne image des banques en 2014, un score en hausse de 4 points par rapport à 2013 (Observatoire BVA 2014 sur l'image des banques)

**80%**

**80% DES UTILISATEURS** jugent que la connexion à leur banque en ligne est sécurisée, un score en hausse de 6 points par rapport à 2013 (Observatoire BVA 2014 sur l'image des banques)

**54%**

**54% DU REVENU NET AVANT IMPÔT** : c'est le poids moyen sur les 3 dernières années de la fiscalité (hors charges sociales) des banques françaises en France